



**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA
COMMUNAUTE URBAINE DE LYON**

ARRETE N° 2005-01-28-R-0028

commune(s) :

objet : **Création d'une régie d'avances auprès de la direction générale pour le paiement des dépenses inhérentes au fonctionnement d'une délégation de la communauté urbaine de Lyon conduite par M. Jean-Michel Daclin, vice-président, représentant M. le président Gérard Collomb, en déplacement à Philadelphie et New-York**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service réalisation comptable

n° provisoire 7811

Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités et des établissements publics locaux ;

Vu l'instruction interministérielle codificatrice n° 98-037-A-B-M du 20 février 1998 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 1997 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu la demande du 20 janvier 2005 du service des assemblées de la communauté urbaine de Lyon ;

Vu l'avis conforme de monsieur le comptable du trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon en date du 25 janvier 2005 ;

arrête

Article 1er - Il est institué une régie d'avances temporaire auprès de la direction générale de la communauté urbaine de Lyon.

Article 2 - Cette régie est installée à la communauté urbaine de Lyon - direction générale - 20, rue du Lac - 69399 Lyon cedex 03.

Article 3 - La régie fonctionnera du 27 janvier 2005 au 25 mars 2005.

Article 4 - La régie paie les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la délégation de la communauté urbaine de Lyon en déplacement à Philadelphie et New-York conduite par monsieur Jean-Michel Daclin, vice-président. Ces dépenses peuvent comprendre notamment des frais de transports, de restauration, d'hôtellerie et autres menues dépenses.

Article 5 - Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants : en numéraire.

Article 6 - Sans objet.

Article 7 - Sans objet.

Article 8 - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 000 euros (mille euros).

Article 9 - Le régisseur versera auprès du comptable public assignataire la totalité des pièces justificatives de dépenses pour le 25 mars 2005 au plus tard.

Article 10 - Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 11 - Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 12 - Sans objet.

Article 13 - Monsieur le directeur général et monsieur le comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat.

Lyon, le 28 janvier 2005

Le président,

Gérard Collomb.